



Professionnel·les du social et du médico-social

Toutes et tous mobilisé·es

Nos organisations syndicales, avec le collectif, poursuivent les actions et vous appellent à la mobilisation afin de faire entendre au Gouvernement et aux employeurs les revendications portées par des milliers de professionnel·les exerçant au sein des services sociaux et médico-sociaux public/privé.

En effet, partout sur le territoire, la colère monte en raison des attaques portées à nos conditions de travail et de rémunération. Nous avons des mobilisations dans les crèches, des ATSEM, de travailleur·ses sociaux·les en protection de l'enfance, de tous les personnels dans l'éducation nationale, au sein des services de la protection judiciaire de la jeunesse...et elles sont le reflet des revendications de toutes et tous !

Chaque semaine, nous avons connaissance de nombreuses mobilisations, d'appels à la grève et il est pour nous urgent d'obtenir des réponses immédiates aux revendications. Nous savons que la victoire est possible et nous l'avons vu avec les débuts d'élargissements des dispositions du SEGUR à une partie des professionnel·les du secteur social et médico-social.

Les exclu·es de cette disposition sont encore trop nombreux·ses et les réponses à la dégradation des conditions de travail sont encore à gagner.

Nos organisations et le collectif dénoncent depuis de nombreuses années la perte du sens au travail, le fait que les professionnel·les sont submergé·es, soumis·es à des critères de rentabilité et un management pesant et souvent maltraitant.

Nous devons sans cesse gérer l'urgence, et nous ne pouvons plus prendre le temps de répondre aux besoins de TOU·TE·S. Il est urgent que des mesures soient prises pour garantir à toute la population un accès à des services sociaux et médico-sociaux public/privé à la hauteur des besoins.

A ces éléments vient s'ajouter la remise en question, par le Gouvernement, de notre droit à la retraite. Nous refusons cette réforme qui viendrait une fois de plus porter fortement atteinte aux professionnel·les dans des secteurs majoritairement féminisés. Les femmes et les personnes précaires seraient les plus touchées par le recul de l'âge et l'augmentation du nombre d'annuités, contrairement à ce que dit le gouvernement ! Nous en exigeons donc le retrait et un retour aux 37,5 annuités pour un départ à 60 ans.

Pour toutes les mobilisations à venir 31 janvier, 2 février, 8 mars,... nos revendications sont claires

- L'attribution du SEGUR pour tou·tes les professionnel·les exerçant dans des services sociaux et médico-sociaux, dans les crèches, dans les établissements scolaires, les centres de santé,...
- Le maintien et l'amélioration de toutes nos conventions collectives,
- Un plan d'amélioration des conditions de travail et l'obtention des moyens nécessaires à la hauteur des besoins,
- La revalorisation immédiate des rémunérations et des qualifications des métiers du social et du médico-social
- Des conditions de formation dignes
- Un accès universel aux droits fondamentaux pour le public accueilli.